

BOUMERDÈS

# Une gestion et des interrogations

**Une chose fait presque l'unanimité à Boumerdès. La gestion, à tous les niveaux, de la commune de Boumerdès n'est pas, estiment citoyens, responsables de la wilaya et élus de l'opposition, du tout ce qu'elle devrait être pour une municipalité (40 000 habitants) du chef-lieu de wilaya, également ville universitaire, à laquelle l'ambition de devenir un pôle national du savoir dans le domaine des hydrocarbures sied bien. «La commune souffre du manque de cadres», rétorque le maire FFS, Sid Ali Aït Si Larbi.**

Des dossiers qui exigent compétence, savoir-faire et parfois doigté sont en souffrance. C'est le cas du volet des réalisations du programme de développement. Le sommaire tableau de bord de la commune est implacable. Le reste à réaliser (ou crédits non consommés) dépasse l'entendement. 1 487 937 635,02 dinars (plus de 148 milliards de centimes) de reste à réaliser que nous avons calculé sur 5 programmes (budget communal, PCD, subventions de la wilaya, FCCL et équipements publics).

Selon l'état descriptif en notre possession, sur 248 opérations programmées, certaines datent de 2008 ou 2009, nous avons relevé que plus de 60% de ce programme concernent les opérations qui ne sont pas concrètement lancées, une partie est en cours de réalisation et il y a des opérations physiquement réalisées mais non clôturées ; en clair, elles font toujours partie du reste à réaliser (RAR). Questionné sur ce décalage entre disponibilité de crédits et les réalisations, le premier magistrat de la commune de Boumerdès dira. «J'animerai, la semaine prochaine, une conférence de presse pour donner tous les détails sur ces programmes.» Nous n'aurons pas plus d'éclaircissements précis sur d'autres dossiers financiers notamment ceux des prélèvements d'office (environ 30 milliards de centimes) des comptes communaux et les créances non récupérées, évaluées à 26 milliards de centimes. Ces créances non perçues concernent la location des biens communaux, les taxes foncières et d'assainissement. Il est vrai qu'une grande partie de ces insuffisances est héritée de l'Assemblée précédente.

## Réalisations insuffisantes

Entouré de ses 4 vice-présidents et trois délégués, le maire de Boumerdès nous a reçus dans son bureau. Nous avons beaucoup de questions à lui poser sur tout ce qui touche aux affaires de sa municipalité. Visiblement, il ne s'attendait pas à la première question. Il pensait, vraisemblablement, que nous sommes juste passés pour enrichir notre argumentaire de critique. Quelles sont les réalisations de sa commune durant la mandature en cours ? «Il y a des projets qui sont liés et qui reviennent plusieurs années de suite. Nous avons, en outre, aménagé des écoles et des routes de plusieurs villages et quartiers de la ville. Nous avons relancé certains projets en souffrance. Le projet de la grande stèle est en cours. Nous avons installé les feux tricolores en ville.

Nous avons implanté des ralen-tisseurs et réalisé des réseaux d'assainissement pour quelques villages.» Nous ne saurons pas plus. Il y a lieu d'inscrire au bénéfice de la commune l'éradication, dernièrement réalisée avec la collaboration de la wilaya et la daïra, d'un site de 240 chalets dit les Vergers.

Ce sont 184 familles occupantes qui ont été relogées. Les autres, après avoir été passées par le filtre, ont été priées d'évacuer ces habitations en préfabriqué qui ont été toutes démolies. C'est une première dans la wilaya. Le terrain en question est affecté à la construction d'une école paramédicale.

S'agissant de la distribution des logements LSP, il se dit au sein de l'opinion en ville, que sur les 1 100 unités affectées à la localité, seuls 30% de ces logements ont été attribués aux citoyens résidents de Boumerdès. Le reste est affecté par le biais des canaux opaques du clientélisme et des connaissances.

C'est l'un des vice-présidents qui intervient. «C'est faux, il y a des commissions qui siègent au niveau de la daïra. Ce sont elles qui décident. Je peux vous assurer que 80% des logements sont attribués aux citoyens résidents dans la commune. D'ailleurs, certains sont des décalés du social. D'autres occupent les chalets.»

En dépit de notre insistance, nous n'aurons qu'une réponse évasive sur l'ampleur de l'impact économique du tourisme sur la localité et si possible de connaître le montant des revenus annuels de la commune provenant de ce secteur. Une chose est certaine, les élus de Boumerdès – ville également à vocation touristique — n'ont jamais pensé à ce secteur sous cet angle.

## Une Assemblée en deçà des exigences qu'impose l'importance de la commune

S'agissant du manque d'autorité du maire sur l'Assemblée qu'il préside et sur l'ensemble du personnel de la commune, ce dernier avoue son impuissance et se justifie «je suis président d'une Assemblée fragile.

Il y a au sein de cette Assemblée 8 formations politiques. Si je m'aventure à faire des remarques ou donner des instructions à un vice-président, je risque de le perdre. Or, chacun d'eux dispose de prérogatives pour prendre des décisions. Je suis sur une corde raide. Plus grave, il pourrait me bloquer.

La loi électorale met cette Assemblée en situation de fragilité. Je ne peux rien devant l'Assemblée». Les 7 membres de

l'exécutif, présents dans le bureau du maire écoutaient. Il y a lieu de rappeler que l'APC comprend 19 sièges répartis entre 8 formations politiques. C'est le FFS qui a gagné seulement 3 sièges aux dernières élections locales qui préside l'Assemblée, et ce, grâce aux alliances. Parmi les 19 élus (dont 7 femmes), 4 sont, selon nos sources, des universitaires et 12 sont des permanents rémunérés sur le budget communal (le maire, 4 vice-présidents, 4 présidents de commissions et 3 délégués.) «Le rendement politique et administratif de cette Assemblée est nul. Les commissions ne se réunissent pas, donc ne proposent rien. Le président de la commission des finances est fonctionnaire de la daïra et est payé par la commune car administrativement détaché, mais en réalité, il poursuit son travail au niveau de cette daïra», nous confie un élu de l'opposition qui, dépité, ajoutera «chaque membre de l'exécutif veille au maintien du statu quo pour sauvegarder ses petits privilèges».

Il y a également cette affaire d'un vice-président qui s'est désisté de son poste. Il s'agit de Salah Aouras, qui a accompli une mandature du temps du parti unique. Dans une lettre de 4 feuillets, qu'il a transmise aux autorités régionales et aux autres élus, il dresse un tableau noir de la gestion de la commune.

A l'adresse du maire, il dénonce entre autres «l'indifférence caractérisée du poids des responsabilités qui vous incombent... considérant le climat malsain et insupportable qui prévaut au sein de l'Assemblée, véhiculant le laisser-aller et le rejet de toute initiative utile...» Il laisse, en outre, entendre qu'il ne veut pas se laisser entraîner en tant que membre de l'exécutif dans des dossiers pas transparents. Pour toute réponse, le maire nous a dit, «c'est lui (le démissionnaire ndr) qui bloquait la gestion de la commune». Il y a lieu de signaler que le désormais ex-vice-président a élaboré un intéressant plan de modernisation des ressources humaines de la commune et l'instauration des normes de gestion des dossiers de la municipalité. Le manque d'écoute l'a sûrement poussé à se désister de ses responsabilités. En Algérie, les hommes qui se désistent des postes de responsabilités pour défendre leurs idées sont si rares. Au volet des compé-

tences, le président Aït-Si-Larbi se plaint de la rareté des cadres dans son administration communale. «Je l'ai dit et je le redis : la commune manque de compétences. Elle souffre de l'insuffisance en matière d'encadrement. Après des départs en retraite, nous avons élaboré un plan de recrutement et éventuellement installer des chefs de service.

La tutelle nous le refuse. Je vous cite un exemple ; en matière d'éclairage public, nous n'avons pas d'électricien. Ceux qui assurent l'encadrement des structures de la commune manquent d'expérience. Ils ne sont pas en mesure par exemple d'élaborer un cahier des charges», affirmera-t-il.

Il ne manquera pas de rappeler que le secrétaire général de la municipalité est intérimaire depuis 2006 et que la commune, créée en 1984 n'a, à ce jour, pas de véritable siège.

## Urbanisme : une erreur sur trente-neuf villas ?

Quand nous avons abordé le volet de la gestion de l'urbanisme avec le maire et ses adjoints, les réponses à nos questions bien précises étaient évasives et indécises.

Nos interlocuteurs voulaient donner l'impression qu'ils ne sont pas au courant de certaines pratiques. Une affaire fait scandale depuis l'été à Boumerdès. Il s'agit de la construction d'une villa, à Foais, dans le couloir de servitude, sur la canalisation de gaz et la conduite d'eau venant de Taksebt. Toutes les autorités, y compris celles de la daïra et de la wilaya, ont suivi régulièrement cette affaire. De plus, la Sonelgaz leur a envoyé le P-V du constat de la violation d'un terrain lui appartenant. A ce jour, rien n'est fait et le chantier se poursuit. «Nous nous sommes aperçus que nous avons fait une erreur. Certains autoconstructeurs avaient déposé leurs dossiers au niveau de la daïra pour éventuellement bénéficier de la régularisation dans le cadre de la loi 08/15. Nous l'avons donc bloquée.» C'est le vice-président Mebarek Ouzerdine qui répondait à notre question relative à un arrêté – dont nous avons une copie — signé par le maire pour la démolition de 39 constructions illicites toujours à Foais. A Boumerdès, tout le monde sait que ces constructions ont été érigées après 2008, ne sont donc nulle-

ment régularisables dans le cadre de la loi citée plus haut. Plus grave ; comment une institution telle une APC puisse commettre une erreur grossière sur pas moins de 39 villas ? Il y a également deux autres dossiers dans le secteur de l'urbanisme qui ont mis en émoi les hauts responsables de la wilaya.

Selon nos informations, émanant de sources sûres, lors d'une réunion avec la tutelle, des accusations graves ont été émises à haute voix. Ces accusations découlent de l'attribution d'un permis de lotir à une coopérative immobilière et l'attribution, par arrêté, puis l'annulation d'un certificat de conformité à une autre coopérative immobilière.

«Le permis de lotir de coopérative est établi conformément à la réglementation. La demande est passée par toutes les étapes administratives», rétorque le maire. Seule une institution spécialisée pourrait lever les soupçons et garantir que la réglementation a été respectée dans ce dossier de permis de lotir.

«Quant au second dossier, l'arrêté a été établi au nom du président de la coopérative alors qu'il devrait être établi au nom de la coopérative. De plus, les services techniques ont émis des réserves. Dès que celles-ci seraient levées, la coopérative en question sera rétablie dans ses droits et l'arrêté pour le certificat de conformité sera transcrit au nom de la coopérative», affirme le chef de l'exécutif communal. Encore une autre erreur ? Dans cette affaire, certaines voix disent que cette annulation d'arrêté aurait été suggérée, afin d'empoisonner la vie à un hôtelier respecté en ville, lequel est le président de ladite coopérative.

Ce dernier dérange des intérêts de clans qui se croient puissants et à l'abri de tout. Cet hôtelier est, par ailleurs, l'objet d'une campagne de presse de certains organes arabophones, lui imputant des supposées menaces contre les journalistes. Ce qui est absolument faux.

S'agissant du maire Aït-Si-Larbi, paradoxalement, son intégrité n'est, pour l'heure, pas remise en cause ni par sa tutelle, ni par ses opposants, «mais c'est son manque d'autorité et son laxisme qui vont le couler», se désole l'un de ses opposants.

Abachi L.

## Les gendarmes neutralisent 8 trafiquants de drogue

Les gendarmes de la wilaya de Boumerdès ont mis hors d'état de nuire 8 individus qui se livraient à l'écoulement illégal de psychotropes et de kif traité.

Quatre dealers activant entre la ville de Benchoud, dans l'est de la wilaya de Boumerdès, et certaines localités de la wilaya de Tizi-Ouzou ont été arrêtés. Chez ces trafiquants qui se sont constitués en trois bandes, les gendarmes de la brigade de Benchoud qui ont conduit l'enquête, ont saisi 4 770 cachets de psychotropes et 5,404 kg de kif traité, une paire de jumelles et un véhicule de tourisme de marque Kia. De leur côté, les éléments de la section des recherches dépendant du Groupement

de Boumerdès ont également neutralisé 4 autres trafiquants. Les enquêteurs ont mis la main sur 450 grammes de kif et un lot de cachets interdits à la vente au grand public. Les premiers délinquants ont été présentés devant le procureur du tribunal de Dellys (est de Boumerdès) qui les a placés sous mandat de dépôt. Idem pour les autres qui ont eu affaire au procureur de Boumerdès.

Tout ce beau monde est accusé par la justice de crime de constitution de bande criminelle et de trafic de drogue. Les suspects risquent de lourdes peines de prison.

A. L.